



Organisation Non Gouvernementale ayant Statut spécial à l'ECOSOC aux Nations Unies, membre observateur à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) de l'Union Africaine

Communiqué de presse

Affaire Maky Sall : Non a la Criminalisation de l'opposition politique

Un communiqué de presse fantaisiste du Ministère de l'intérieur fait état d'informations relatives à «l'existence d'un réseau de blanchiment d'argent sale impliquant Monsieur Macky Sall, ancien président de l'Assemblée nationale et Abdoulaye Sall, de nationalité sénégalaise résidant au Gabon »

Cette grave accusation intervenant dans un contexte préélectoral tendu n'est en réalité qu' un plan machiavélique dont seul le Président Wade a le secret; ourdi dans l'unique dessein de liquider un adversaire politique.

C'est une étape nouvelle inscrite dans un programme de mise à mort politique de Macky Sall déclenché depuis la convocation par l'Assemblée nationale de l'ANOCI, une agence dirigée par Monsieur Karim Wade. Un nouveau palier dans la descente aux enfers avec l'éviction de Monsieur Sall du poste de Président de l'Assemblée nationale par une instrumentalisation politique de la Constitution.

Nous assistons au remake du mauvais feuilleton politico judiciaire dans l'affaire des chantiers de Thiès qui a permis a Wade de mettre le fil à la patte à Idrissa Seck. La boucle est désormais bouclée car tous les leaders politiques sénégalais considérés comme menaçants pour le Dauphin ont un dossier judiciaire susceptible d'être activé a tout moment; une nouvelle forme de démocratie par le chantage judiciaire.

On peut également rappeler l'utilisation politicienne qui a été faite des audits au début du régime de l'alternance pour créer les vagues de transhumance.

La Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (**RADDHO**) :

- **Dénonce** cette pratique malsaine, ignoble et dangereuse du pouvoir qui jette le discrédit sur les institutions de la République et participe à la perversion et à la destruction des mécanismes qui ont permis au Président Wade d'accéder au pouvoir.

-**Exprime** sa condamnation totale par rapport à des actes qui remettent en cause les droits politiques des citoyens de même que les principes démocratiques et jettent le discrédit sur la police et la justice du Sénégal.

Exige le respect par le Sénégal de ses engagements internationaux en matière de droits humains l notamment le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Charte Africaine des droits de l'Homme et des peuples , seul gage de la stabilité politique et sociale et fondamentalement, de la paix civile;

- l'arrêt immédiat du harcèlement judiciaire dont Macky Sall fait l'objet;

- lance un appel à tous les démocrates à la vigilance et à la mobilisation citoyenne pour barrer la route à l'arbitraire et au dangereux processus de duvalierisation du régime politique .

Fait à Dakar le 27 janvier 2009
Le Président

Villa N°4024 Amitié II – Allées Seydou Nourou TALL – BP : 15246 Dakar _ Fann SENEGAL
Téléphone : (221) 33 865 00 30 – Fax : (221) 33 824 60
E-Mail : raddho@orange.sn – infos@raddho.org - Site web : www.raddho.org